

Intervention



Le dentier de Ryan

Jean-Jacques Simard

Numéro 8, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/57551ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Intervention

ISSN

0705-1972 (imprimé)

1923-256X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Simard, J.-J. (1980). Le dentier de Ryan. *Intervention*, (8), 12–13.

FRANCE CASTEL ET LOUISE FORESTIER LES GROSSES VEDETTES DU NOUVEAU "STARMANIA"

Les fédéralistes ne parviendront pas à convaincre les Québécois et les habitants des provinces de l'Ouest que la Confédération a engendré des surplus à leurs profits. Ils ne pourront non plus leur promettre de tels surplus dans l'avenir.

Dans un ouvrage publié hier par l'Institut C.D. Howe, deux économistes montréalais, Judith Maxwell et Caroline Pestieau affirment qu'il n'est pas possible d'entamer un débat économique pertinent sur la structure politique la plus appropriée pour le Québec et le Canada en supposant qu'il n'existe d'autre solution viable que le système actuel.

Le document *Réalités économi-*

ques de la Confédération souligne l'insuffisance du statu quo et l'écarter de la plupart des participants au débat sur la Confédération de faire porter ceux-ci sur les questions économiques fondamentales. On n'accepte pas cependant la thèse de la souveraineté-association qui tend à sous-estimer le degré d'interdépendance qui existe entre le Québec et l'économie du reste de l'Amérique du Nord et qui est inhérente à toute forme d'organisation politique.

Le travail de Meses Maxwell et Pestieau apporte un point final à une série d'études *Accent Québec*, effectuées par l'Institut C.D. Howe avec l'appui fi-

nançier de grandes entreprises canadiennes. Le jugement qu'elles portent sur la situation canadienne est très tranché.

«La Confédération a bien servi les provinces au cours du XIX^e siècle et a fourni un cadre au développement d'une nation prospère. Mais de nombreuses raisons nous forcent à nous demander si cette structure économique et politique servirait mieux les Canadiens dans l'avenir qu'un ensemble de dispositions différentes.»

«Lorsque en qualité d'économistes, nous considérons le système fédéral actuel, nous ne nous sentons pas autorisés à affirmer que ce dernier est en mesure de produire un surplus économique sensible-

ment supérieur à celui qu'on serait en droit d'attendre, avec le temps, de tout autre régime politique. Nous constatons cependant que les régimes susceptibles de produire un plus grand surplus ne font pas l'objet d'études à l'heure actuelle. Les auteurs recommandent donc le besoin de revoir les questions économiques les plus pertinentes à la Confédération.

L'analyse des auteurs laisse croire que la Confédération n'a connu qu'un succès relatif au sujet du surplus. «Le jugement porte sur la nature et la taille du surplus n'est pas particulièrement favorable. Dans les domaines où les surplus ont, dans le passé, résulté de la spécialisation

du commerce international, le plupart des provinces cherchent maintenant à restructurer leur économie de manière à la diversifier davantage. Dans les domaines où le partage des risques ainsi que des frais généraux a engendré un surplus, plusieurs provinces s'opposent tant aux méthodes employées qu'aux résultats obtenus. Enfin, là où l'union des forces aurait dû placer le Canada dans une position de négociation plus favorable, certains analystes maintiennent que cet avantage n'a pas contribué à la création d'une saine économie nationale, encore moins d'un surplus dans chaque région particu-

— page 12: Fédéralisme

AU SOMMAIRE

MICHELE RICHARD est tellement heureuse depuis qu'elle est fiancée avec Hannibal de — page 3

Le père de **JEN ROGER** prend du mieux et tous ses proches sont maintenant rassurés après — page 5

MICHEL STAX est toujours très populaire dans les cabarets. Mais il regrette de ne pas avoir fait de — page 7

SERGE LAPRADE a la ferme intention de retirer la Place des Arts d'ici quelques mois. Sa — page 10



IL FAIT UNE MISE AU POINT RENÉ SIMARD: "C'EST FAUX CE QUE L'ON ÉCRIT SUR MES AMOURS"

par Michel Astel

OTTAWA C'était la veille des milliards hier sur les tables du caucus des libéraux québécois. Et les deux petits milliards, posés par un vote référendaire, retombaient sur la même province, le Québec.

À quelques heures d'une décision du cabinet Trudeau sur le choix d'un nouvel avion de combat pour les Forces armées, General Dynamics, constructeur du F-16, y allait d'une nouvelle enchère de \$500 millions, portant ainsi le total des retombées économiques pour le Québec à \$2 1

Watson, Louis DeLois et Pierre Deminger n'avaient plus qu'un seul souci, sauver la face.

Des l'ouverture de ce caucus exceptionnel, qui avait déplacé les arguments de General Dynamics, McDonnell Douglas et United Technologies de leurs sièges sociaux aux États-Unis, le premier ministre, M. Pierre Trudeau, visiblement excédé par la tournure des événements, déclara sèchement à la presse que la dé-

cision pourrait être prise dès ce matin et que le choix du cabinet «tiendra compte des intérêts du Canada, pas seulement de ceux d'une province séparée».

N'attendant que ce signal du chef, les fonctionnaires du ministère de la Défense réservèrent l'amphithéâtre de la Tribune de la presse pour une conférence de presse de ministre de la Défense, cet après-midi à deux heures.

— page 12: Veules

LE DENTIER DE M. RYAN

Les media et l'intérêt public

L'opinion, où les théories politiques assolent l'exercice même de la démocratie dans les sociétés libérales, n'évolue pas dans un champ neutre. Pour se former, elle a besoin d'informations, cela va de soi. Mais au bout du compte, la nature même des informations livrées au public importe moins que la façon dont elles lui sont présentées. Dans cette mesure, il revient aux media de communication de structurer, d'ordonner l'espace social où s'élaborent les opinions publiques. Les media non plus ne sont pas libres: comme un interprète, ils parlent d'une matière première déjà organisée. Les media n'inventent par leur environnement social et on exagère beaucoup l'impact qu'ils exercent en propre sur l'adoption ou le rejet public de telle ou telle opinion. Ils servent plutôt de caisse de résonance aux bruits ambiants: ils renforcent les conditions existantes, accélèrent les mouvements d'opinion déjà amorçés, exagèrent l'importance des tendances lourdes et amenuisent celle des tendances légères.

Cela ne signifie pas que les media soient nécessairement conservateurs. Nos sociétés fonctionnent essentiellement au changement: leur développement économique exige la désuétude planifiée, la rupture des attaches traditionnelles, la galopade des besoins et des aspirations; elles se maintiennent politiquement en digérant les innovations idéologiques et en courant au devant des tensions sociales pour les prendre en charge. Nous baignons dans les manifestations de ce phénomène: Perspectives-tout-le-monde pour les pauvres, les marginaux, les jeunes chômeurs instruits; UQAM pour les intellectuels marxistes et les étudiants-militants; Conseil du Statut de la Femme et colloques gouvernementaux pour le mouvement féministe; et encore, comme le montrait M. Michel Jurdant dans le «Devoir» du 17 mars, milliards à l'industrialisation de la dépollution pour avaler l'utopie radicale de l'écologie.

DANIELE OUMET:

Tant pour remonter les ressorts fatigués et névrotiques de la consommation de masse que pour le recyclage continu des idées neuves et des mouvements sociaux, les media exercent une fonction capitale dans la chimie de l'ordre social: ils précipitent les réactions, catalysent les prises de position, accélèrent la digestion, officialisent les gauches et les droites, brisent les résistances et assurent, selon le mot de Pompidou, le changement dans la continuité. Quelque part entre les tiraillements ou les hésitations du quotidien et le poids inexorable des appareils officiels, ils créent un champ spécifique de signification, une espèce de no man's land où la collectivité et l'individu se rencontrent, où le quotidien s'adresse aux appareils officiels, et où l'officiel vient définir le quotidien: la place publique instituée. Les gens disent: c'est vrai, pertinent, important puisque je l'ai vu à la TV, entendu à la radio, lu dans le journal. Le fait devient d'intérêt public lorsque consacré par les media. Aussi, des rues de Téhéran aux plus humbles manifestations, les interventions de la vie publique tendent-elles à se constituer en mises-en-scène pour la galerie des media, où elles trouvent leur signification réelle.

Il n'y a plus d'événements dont on puisse dire qu'ils sont, d'intérêt public. Car cela supposerait une définition transcendante de l'intérêt public en vertu de laquelle on pourrait juger de ce qui en relève et de ce qui importe. Elucider pour la communauté ces valeurs transcendantes, s'en considérer dépositaire et gardien, appartenait hier au moins partiellement à «la presse» — à la collectivité des journalistes. Or, cette collectivité qu'on appelle «la presse» est en train de se transformer en simple instrument des media de masse: elle perd son autonomie sociale et sa responsabilité morale, qui ne sauraient survivre autrement qu'en référence à des principes dépassant l'ordre social provisoirement réalisé. (Ceux pour qui la réflexion est un réflexe conditionné par les modes du langage feront bien de lire les entretiens que confiait récemment Sartre au *Nouvel Observateur*, où il voit dans la «morale» et la «transcendance» une condition inéluctable à

l'exercice de la liberté humaine). Baignée plus que nous tous dans le bruit des médias, la presse y trouve sa réalité première. Se croyant toujours gardienne de l'intérêt public, elle considère d'intérêt public non pas les événements en soi, mais ceux-là seuls auxquels les médias ont déjà conféré pertinence, substance et réalité. Elle n'a plus besoin de se demander: qu'est-ce qui est vrai? qu'est-ce qui importe? Elle trouve ses réponses dans les manchettes de la veille ou de quelque avant-veille, dans ce que l'écrivain américain Norman Mailer a baptisé: les **quasi-faits**, dont l'existence tient beaucoup plus à la quantité d'encre ou d'ondes qui les véhiculent qu'à leur signification pour la vie de tous les jours, leur incidence sur la destinée d'un groupe d'êtres humains, leur simple existence concrète ou la profondeur des interrogations qu'ils adressent aux communautés politiques.

Donnons, si vous voulez bien, quelques illustrations. Il y a des années que les chanteurs et chanteuses western vendent plus de disques que les vedettes du Canal 10, de Radio-Canada, ou des pages culturelles des journaux. Ce fait n'existait pas dans les médias, donc il n'existait pas tout court puisque les dizaines de milliers d'auditeurs de l'émission «l'Observateur» ont été «surpris» d'apprendre qu'il existait. Depuis, pour ces gens-là du moins sinon pour les fans de Paul Brunelle, il existe. La discrimination ethnique, la violence et le mépris sont monnaie courante pour les Indiens de Caughnawaga depuis au moins un demi-siècle; il a fallu qu'un agent de la police provinciale tue David Cross pour que cette réalité entre sur la place publique. Il y a trois ans, le chairman de la Cie Ford, M. Henry du même nom, a refusé son aval à la fabrication aux États-Unis d'une petite voiture à traction avant; cette année, la Cie Ford a perdu un milliard de dollars dans ses opérations nord-américaines; tous, chacun d'entre nous, allons payer la dette contractée par M. Ford: tous les acheteurs de voitures, puisque les fabricants ne seront que trop heureux d'accorder leurs prix aux augmentations que Ford imposera pour compenser ses pertes et, en attendant, les consommateurs d'Amérique Latine ou d'Europe qui fournissent à la multinationale la solvabilité exigée par son programme de rattrapage. Cet événement touche à peu près tous les québécois mais n'existe pas.

Supposons que M. Ryan égare son dentier et ne puisse prendre la parole au cours de la prochaine semaine. Vous voyez les manchettes?

Ces exemples permettent de sortir de l'absurde. J'ai dit tantôt que la presse prend sa réalité dans les médias. Puisque les journalistes fabriquent la «copie» des médias, faut-il conclure que leur copie d'aujourd'hui trouve toute sa matière dans celle d'hier? Pas du tout. Ce que trouve la presse dans les médias, c'est la même chose que nous: des sujets privilégiés, des catégories de problèmes, une hiérarchie des informations pertinentes - une structure sélective, une forme déterminant au préalable ce qui est d'intérêt public. En retour, cet «encadrement» organise, oriente et assigne la portée et la signification, sur la place publique instituée, des nouvelles et des événements couverts par la presse. Ainsi, qu'importe si des dizaines de milliers de personnes aiment le western; l'événement devient significatif lorsqu'il constitue un **marché commercial** important. Un meurtre raciste chez les Indiens demeure un fait banal sauf si la **police du Québec** est impliquée, posant du coup le problème crucial des relations Gouvernement du Québec-Autochtones. L'affaire Ford appartient aux pages financières et non à la une: classifiée au chapitre **technique ou économique**, son immense incidence politique reste dans l'ombre. Par contre, le dentier de M. Ryan, lui, possède une importance capitale car c'est un des dentiers de l'État; or, à n'en pas douter, du moindre borborygme des politiciens dépend notre salut commun.

On a donc affaire à un traitement du réel en trois étapes: 1- le fait nouveau, la nouvelle parvient aux médias: impossible de lui assi-

gner, à partir d'une conception transcendante de l'intérêt public, une signification émanant du fait lui-même; 2- Dans la foulée de «ce qui fait la manchette» ces temps-ci, le pupitre classifie et ordonne la nouvelle dans la hiérarchie du médium, donc détermine la valeur de l'événement pour l'intérêt public; le quasi-fait ainsi créé servira à mesurer la portée des nouvelles de demain; 3- par-delà le contenu des nouvelles, l'audience reprend à son compte la définition de l'intérêt public immanente à l'organisation des informations dans les médias: l'événement qui fait la manchette mérite la plus grande attention - à preuve, il a fait la manchette. Tout ce processus fonctionne à l'objectivité: ni le journaliste, ni le pupitre, ni l'audience n'ont à porter de jugement subjectif, moral ou critique. Pour chacun, au point où il se trouve, les faits parlent d'eux-mêmes et exigent du sujet qu'il s'efface pour leur laisser la place.

Quand l'information devient ainsi objectivée, elle peut être traitée comme une chose, manipulée efficacement, fabriquée, administrée. S'y occupe précisément, comme on sait, toute une branche de l'industrie qui a connu, depuis un quart de siècle environ, un développement fulgurant. Son produit: les quasi-faits, prêchés pour les médias et servis à la petite cuillère. Mais plus fondamentalement encore, les médias objectivent le milieu social qu'ils reflètent au sens où ils en font une sorte de réalité fatale, indépassable, à prendre telle quelle: une certaine conception de l'Ordre s'y présente sous la guise d'un ordre naturel. Par exemple, comme souligné plus haut: les Affaires ne doivent pas être mélangées avec la politique, notre sort est aux mains des politiciens, etc... Dans une société «enfouaillée» par l'appareil de l'État au point où les anciens «corps intermédiaires» de la communauté civile lui sont satellisés, il est «fatal» que le concert des porte-parole officiels et la musique des sphères gouvernementales occupent l'avant-scène des médias et finissent par épulser l'essentiel de ce que l'audience est amenée à considérer comme «d'intérêt public». Outre son aspect réducteur, cette espèce de «sélection naturelle» penche du côté des appareils, de l'institué, de l'officiel et de l'encadré.

Les innovations ou les événements survenant hors de ces cadres-là restent trop souvent refoulés vers l'insignifiance à moins d'y aboutir de quelque façon; autrement ils ne sont pas considérés comme pertinents. Ainsi, Tricofil attire l'attention à cause d'une demande de subvention tandis que Monolino, une expérience similaire d'auto-gestion, semble marginale et négligeable par défaut d'avoir fourni aux Centrales syndicales, aux politiciens et au Conseil du patronat de quoi se chicaner. Les «images» des personnalités officielles, les colloques suscités par l'État, les sondages, les déclarations d'«experts» (décrétés tels du fait même qu'ils ont l'oreille des médias), occupent toute la scène où les quasi-faits jouent, pour le parler des citoyens, le spectacle d'un intérêt public **autonomisé**. De la même manière qu'au théâtre, il vient rarement à l'idée des spectateurs de monter sur scène et d'entrer dans le jeu, l'opéra politique ne nous laisse guère que le choix d'applaudir ou de huer les acteurs - ou bien de dormir. Les affaires de tout le monde deviennent la seule affaire des politiciens et des professionnels de l'intervention publique: tout va bien, «ILS» s'occupent de nous. Hypnotisés par les quasi-faits, nous oublions de gratter derrière les masques pour découvrir les réalités beaucoup plus concrètes qu'ils dissimulent: les cathédrales techno-bureaucratiques privées ou publiques, dont l'emprise s'étend par métastases sur les domaines les plus divers de la pratique sociale.

Les médias, de la sorte, exercent un rôle crucial: celui de légitimer les appareils en leur garantissant l'immunité contre le questionnement du public. Est-il méchant d'indiquer, sous cet éclairage, que même un journal comme «Le Devoir» répond un peu à «Échos-vedettes»? Le dentier de M. Ryan ou les miaupes de Mme Michelle Richard: c'est le même syndrome.

Jean-Jacques Simard